IEDOM
INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Suivi de la conjoncture financière et bancaire

n° 127

1er trimestre 2006
(juin 2006)

Sommaire

Méthodologie ____ *3*

1. Synthèse ____ *5*

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit ____ *9*

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière ____ *10*

Les placements des ménages ____ *11*

La disponibilité des entreprises ____ *12*

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière ____ *13*

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux ____ *13*

L'endettement des ménages ____ *14*

L'endettement des entreprises ____ *15*

4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit ____ *16*

5. Risques sectoriels ____ *17*

6. Rappel des taux ____ *19*

6.1 Taux réglementés ____ *19*

6.2 Evolution des principaux taux de marché ____ *19*

6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises ____ *19*

6.4 Taux de l'usure ____ *19*

7. Monnaie fiduciaire ____ *20*

7.1 Emission mensuelle de billets euros ____ *20*

7.2 Emission mensuelle de pièces euros ____ *20*

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.
Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (8 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit

local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail..

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros[1] de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	***Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)***
Primaire	*01 à 05*
Industrie	*10 à 37*
Eau/Energie	*40 à 41*
BTP	*45*
Commerce	*50 à 52*
Transport	*60 à 63*
Activités immobilières	*70*
Services (hors immobilier)	*55, 64, 71 à 74 et 90 à 93*
Services financiers	*65 à 67*
Education	*80*
Santé, action sociale	*85*
Administrations publiques	*75, 91 et 92*
Divers	*00 et 95 à 99*

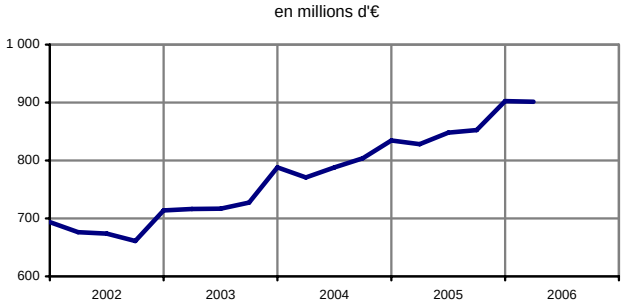
[1] Le seuil des déclarations est passé de 45 000 € à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

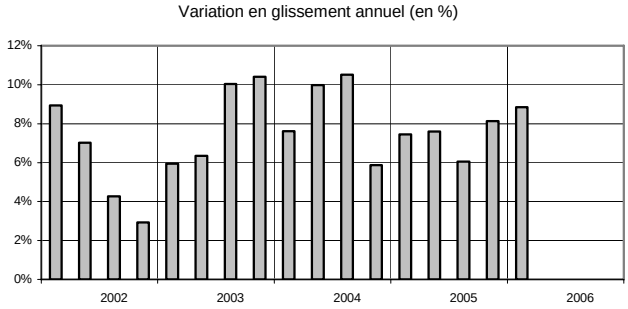
1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 8,8 % sur un an.

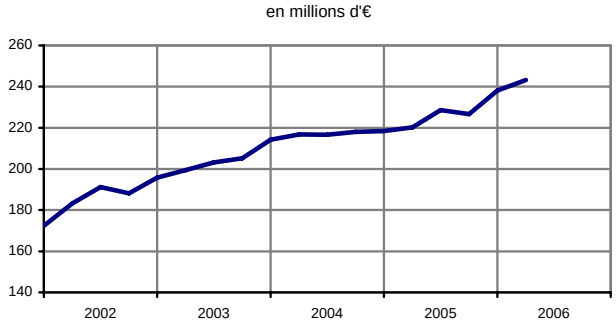
Au 31 mars 2006, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département s'élève à 901,7 millions d'€ et enregistre une progression de 8,8 % en glissement annuel, soit un rythme de croissance un peu plus soutenu que celui observé l'année précédente (+ 7,4 %). Selon les dirigeants des établissements bancaires, la collecte des dépôts des agents économiques demeure bien orientée au 2nd trimestre 2006. Cette tendance devrait se poursuivre au trimestre prochain, à un rythme un peu moins soutenu.

Ensemble des actifs financiers





Placements liquides ou à court terme



Les placements liquides ou à court terme enregistrent la plus forte croissance en glissement annuel. Ainsi, leur encours s'élève à 285,3 millions d'€, (32 % du total des actifs recensés), en hausse de 11,8 %, soit le plus fort taux de croissance annuelle relevé depuis décembre 2003. Cette tendance dynamique est à rapprocher de la bonne orientation des placements indexés sur les taux du marché monétaire (soit 31 % du total des placements liquides, à + 21,2 %) et, dans une moindre mesure, des comptes d'épargne à régime spécial (68 % du total, à + 8,0 %). L'évolution des placements indexés sur les taux du marché monétaire provient essentiellement du redressement des dépôts à terme (+ 21,2 % contre – 6,2 %) et de la progression des OPCVM monétaires (+ 19,2 % contre – 9,4 %) principalement liée à la hausse des taux d'intérêt suite au relèvement des taux directeurs (+ 0,25 points) décidé par la Banque Centrale Européenne en décembre dernier. Par ailleurs, la croissance des comptes d'épargne à régime spécial (+ 8,0 %) provient principalement de la hausse des livrets A (+ 4,1 %, contre + 2,1 % au 31 mars 2005), et des livrets ordinaires (+ 13,0 %, contre + 0,3 %). Enfin, les comptes d'épargne logement affichent un rythme de croissance en ralentissement par rapport à mars 2005 (+ 6,5 % contre + 10,7 %).

Les dépôts à vue (soit 48 % du total des actifs financiers) enregistrent également une bonne performance en glissement annuel (+ 10,1 %). Ils s'établissent à 431,6 millions d'€ au 31 mars 2006. Cette évolution concerne principalement les ménages, dont l'encours progresse de 5,9 % (soit 60 % du total des dépôts à vue), suivis des sociétés non financières (+ 13,8 %, soit 35 % du total) et des autres agents (+ 50,4 %, soit 5 % du total).

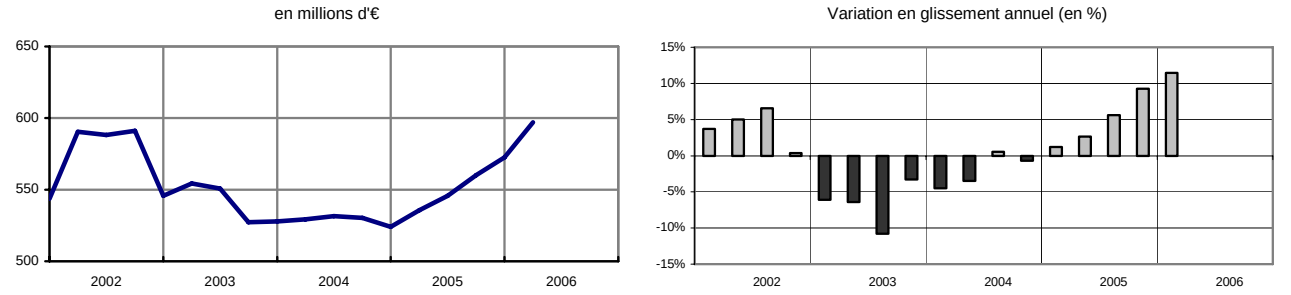
Sur un an, les placements à long terme (21 % du total des actifs financiers) affichent une progression en net ralentissement par rapport à l'année précédente (+ 1,9 % contre + 11,1 %). Les ménages, principaux souscripteurs de cette catégorie de placement (95 % du total), contribuent fortement à l'évolution observée avec une croissance en glissement annuel de 3,8 %, contre + 11,3 % en mars 2005. Ce fléchissement est imputable au repli de l'encours des plans d'épargne logement (PEL) de 0,1 % (contre + 5,5 %) qui s'explique notamment par un changement de la fiscalité qui leur est appliquée. En effet, à compter du 1er janvier 2006, les intérêts des PEL de plus de 10 ans sont soumis aux contributions sociales, et ceux générés par les PEL de plus de 12 ans au barème progressif de l'impôt sur le revenu ou au prélèvement forfaitaire

libératoire de 16 %. De même, les autres actifs, essentiellement des contrats d'assurance vie, participent également au ralentissement de l'épargne à long terme, leur encours augmentant de 4,7 % contre + 41,5 % en mars 2005. Enfin, l'évolution des OPCVM non monétaires passe en terrain négatif (- 5,3 %), leur encours s'établissant à 27,6 millions d'€.

L'encours de crédit des établissements locaux affiche un rythme de croissance annuelle record de 11,5 %…

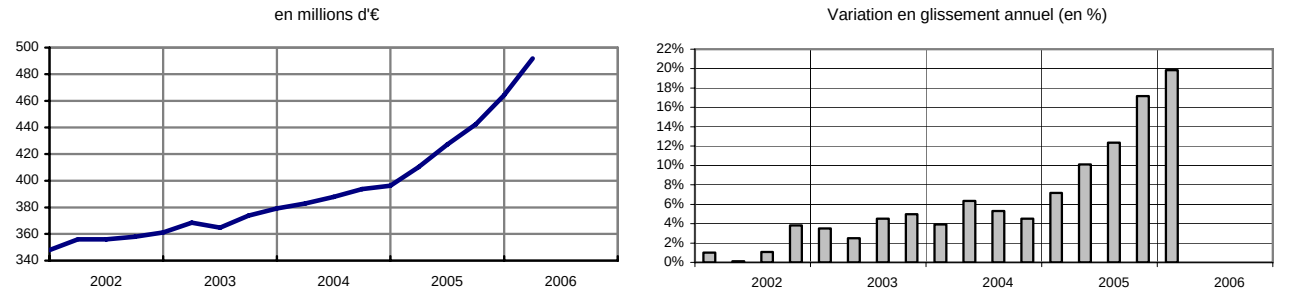
Le marché du crédit affiche au 31 mars 2006 une orientation à la hausse. Le total des passifs financiers distribués aux agents économiques du département par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'élève à 1 447,9 millions d'€, en progression de 9,1 % sur un an (contre + 4,9 % en mars 2005). L'encours sain global progresse plus vivement (+ 12,3 % en glissement annuel) pour atteindre 1 326,3 millions d'€, alors que les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 16,3 % sur un an. Les entreprises, principales bénéficiaires des concours octroyés en Guyane (54 % du total), bénéficient d'une hausse de 4,1 % en glissement annuel de leur encours. De même, l'endettement en faveur des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 21,5 %) et atteint 227,2 millions d'€. Cette croissance provient principalement des crédits à l'équipement (87 % du total), en hausse de 25,4 %.

Encours de crédit brut des EC locaux



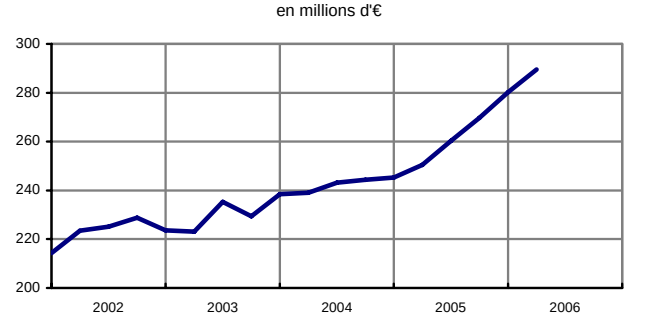
Au 31 mars 2006, le total des concours octroyés par les établissements de crédit installés localement s'élève à 597,1 millions d'€, en hausse de 11,5 % en glissement annuel (contre + 1,2 % en mars 2005). L'encours de crédit sain (soit 82 % de l'encours total) enregistre un taux de croissance annuelle en nette amélioration depuis le 1er trimestre 2005 (+ 19,8 %).

Encours de crédit sain des EC locaux



L'encours des ménages, principaux clients des établissements de crédit locaux (48 % du total), s'élève à 289,5 millions d'€. Leur endettement bancaire progresse à un rythme soutenu sur un an (+ 15,6 % pour l'encours total et + 14,0 % pour l'encours sain, contre respectivement + 4,8 % et + 6,2 % en mars 2005). Cette forte croissance s'explique par le dynamisme des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (66 % de l'encours sain), qui augmentent de 15,0 %, confirmant ainsi la reprise engagée depuis le 1er trimestre 2005.

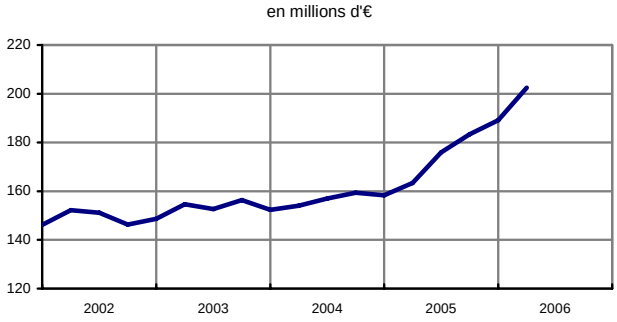
Ensemble des concours aux ménages



De plus, les crédits à la consommation enregistrent un nouvel essor par rapport à mars 2005 (+ 10,4 %). Par ailleurs, le taux de créances douteuses brutes s'accroît de + 1,3 point pour s'établir à 7,3 %. Il poursuit son mouvement de croissance observé depuis le trimestre précédent, après 12 trimestres consécutifs de variations négatives.

L'encours total des crédits consentis aux entreprises affiche un taux de croissance de 4,7 %, confirmant ainsi la reprise engagée depuis septembre 2005, à 286,3 millions d'€. Leur encours sain s'élève à 202,5 millions d'€, en hausse de 23,9 %. Ces concours sont constitués à hauteur de 95,3 millions d'€ de crédits d'investissement (88 % de crédits d'équipement et 12 % de crédit-bail) et pour 56,6 millions d'€ de crédits d'exploitation (dont 53 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 22,3 % sur un an). Cette forte croissance est aussi portée par celles des crédits à l'habitat (+ 47,4 %) et les autres crédits (+ 38,9 %).

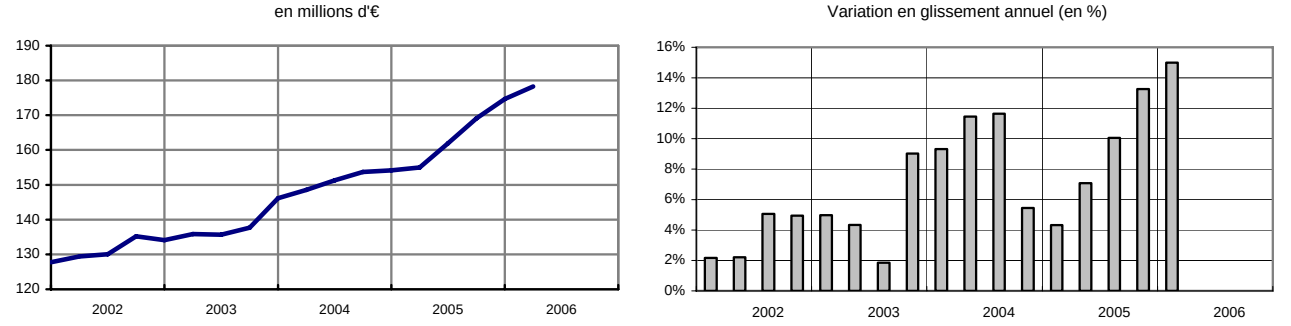
Ensemble des concours sains aux entreprises



Enfin, le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en baisse de 11,2 points sur un an à 30,6 %.
Contrairement aux anticipations formulées lors de la dernière enquête, les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit annoncent une légère reprise pour la production des crédits d'équipement, alors que celle des crédits d'exploitation affiche une orientation négative au 2nd trimestre 2006.

S'agissant de la clientèle des ménages, le marché du crédit à l'habitat s'inscrit à la hausse au 2nd trimestre 2006, après le repli observé le trimestre précédent. En revanche, l'opinion sur les crédits à la consommation s'est dégradée, mais son orientation reste positive. Les perspectives concernant les crédits à l'habitat et à la consommation s'inscrivent à la hausse au 3ième trimestre 2006.

Crédits à l'habitat



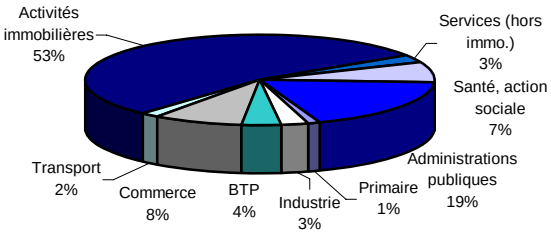
Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.

Au 31 mars 2006, le service central des risques (SCR) recense un encours total de crédits aux entreprises de 1244,8 millions d'€. Avec 53 % des concours octroyés, les activités immobilières restent importantes dans la production totale de crédits accordés par les établissements bancaires. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 19 % du total, suivies par le secteur du commerce (8 %) et celui de la santé (7 %).

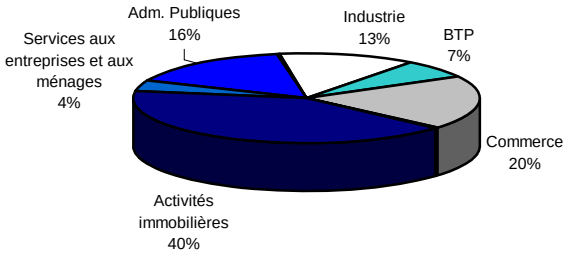
Par ailleurs, les nouvelles créances douteuses déclarées au 1er trimestre 2006 font apparaître une diminution des risques dans les secteurs de l'immobilier (40 %), des administrations publiques (16 %). En revanche, les déclarations concernant les secteurs du commerce (20 %), de l'industrie (13 %), du BTP (7 %), et celui des services aux entreprises et aux ménages (4 %), présentent un poids supérieur à celui de leurs risques déclarés au SCR.

Répartition des risques par secteur au 31/03/2006

Source : SCR de la Banque de France



Nouveaux encours douteux au 1er trimestre 2006



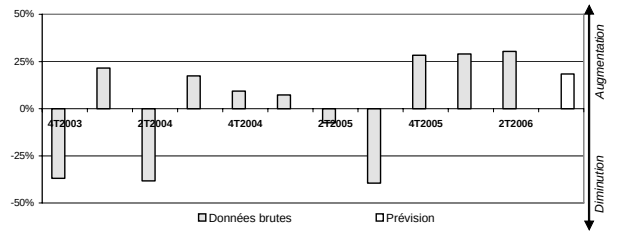
Des résultats bancaires en amélioration.

Le solde d'opinions des dirigeants des établissements bancaires sur le produit net bancaire s'est orienté à la hausse au 2nd trimestre 2006, en raison de la bonne orientation du commissionnement et de l'amélioration des charges d'exploitation. Dans ce contexte, et avec un coût du risque bien maîtrisé, les résultats bancaires demeurent en terrain positif.

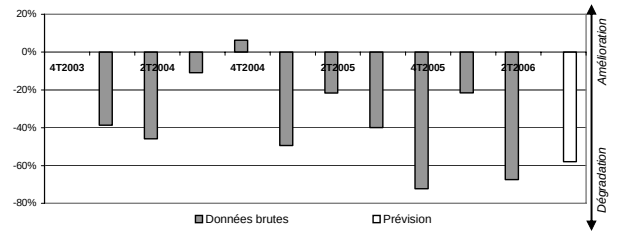
Enfin, l'environnement économique est perçu en dégradation depuis le début de l'année 2005. Cette tendance devrait se poursuivre au trimestre prochain.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

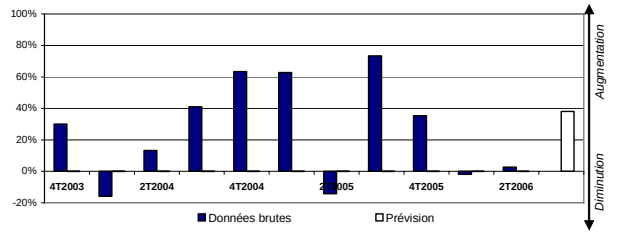
Collecte des dépôts



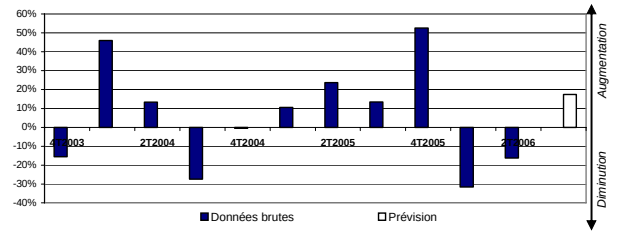
Environnement économique



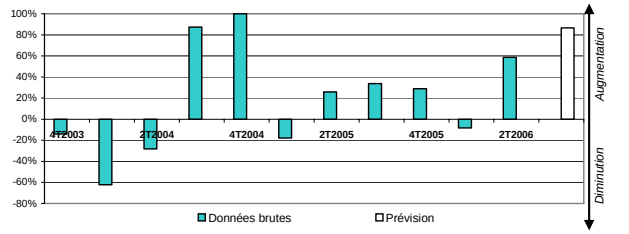
Crédits d'équipement aux entreprises



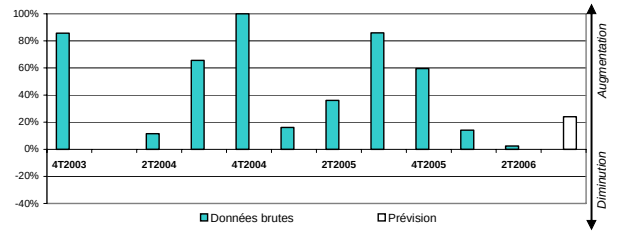
Crédits d'exploitation aux entreprises



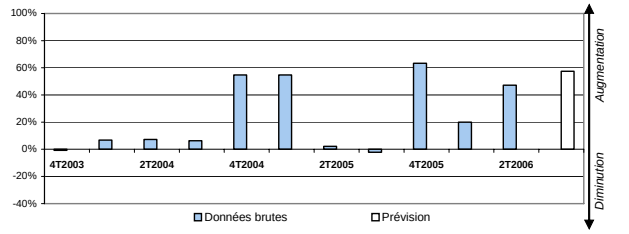
Crédits à l'habitat des particuliers



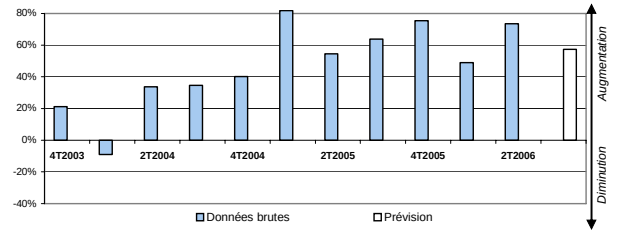
Crédits à la consommation des particuliers



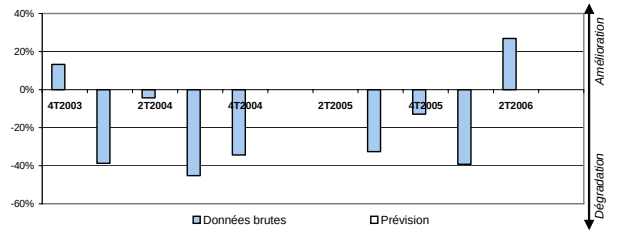
Produit net bancaire



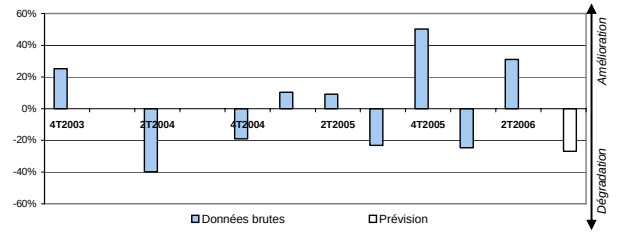
Commissions



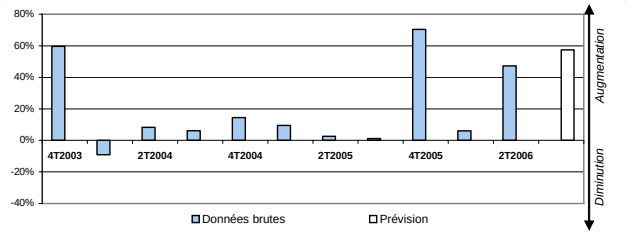
Charges d'exploitation



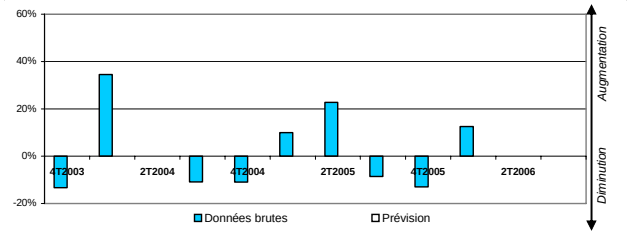
Coût du risque



Résultat net



Effectifs

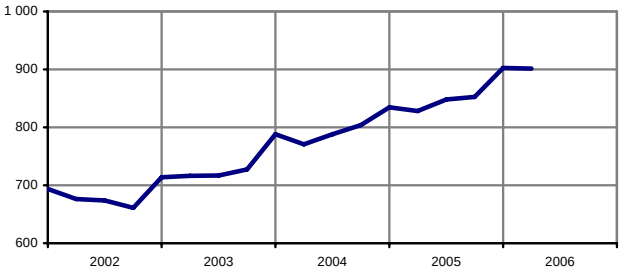


3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

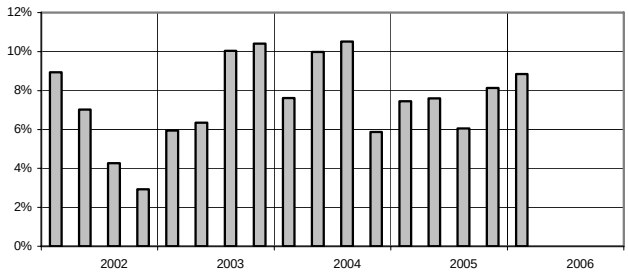
	Montants en millions									Variations	
	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	**116,0**	**134,0**	**132,6**	**160,2**	**177,8**	**179,3**	**171,2**	**203,5**	**197,5**	**11,1%**	**-3,0%**
Dépôts à vue	78,2	95,8	99,0	115,5	134,2	134,8	122,0	156,9	152,7	13,8%	-2,7%
Placements liquides ou à court terme	33,6	35,0	30,5	34,0	31,5	34,8	39,0	37,7	36,4	15,7%	-3,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	*27,9%*	*49,9%*
Placements indexés sur les taux de marché	33,4	34,7	30,3	33,6	31,1	34,4	38,6	37,3	35,9	*15,5%*	*-3,9%*
(dt) comptes à terme	16,6	22,2	21,9	20,0	18,6	20,6	19,3	20,2	20,7	*11,1%*	*2,5%*
(dt) OPCVM monétaires	9,0	6,3	5,8	11,5	11,9	13,1	18,7	15,4	14,0	*17,6%*	*-9,6%*
(dt) certificats de dépôt	7,6	6,2	2,6	2,0	0,5	0,7	0,6	1,7	1,2	*126,2%*	*-28,8%*
Epargne à long terme	4,1	3,2	3,0	10,7	12,1	9,7	10,2	8,9	8,4	-30,7%	-5,2%
(dt) OPCVM non monétaires	3,8	2,7	2,6	10,4	11,6	9,2	9,7	8,4	7,9	*-32,4%*	*-6,3%*
Ménages	**494,3**	**532,0**	**569,8**	**593,4**	**633,7**	**649,7**	**650,6**	**674,4**	**677,4**	**6,9%**	**0,4%**
Dépôts à vue	200,7	218,1	239,7	224,8	244,3	249,2	248,2	258,9	258,6	5,9%	-0,1%
Placements liquides ou à court terme	165,5	183,3	199,4	216,7	220,2	228,6	226,7	238,2	243,2	10,4%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	141,1	148,4	160,4	174,9	181,5	186,0	184,7	188,6	196,1	*8,0%*	*3,9%*
Livrets ordinaires	43,9	39,6	40,8	45,7	45,5	46,5	47,7	48,2	51,4	*13,1%*	*6,7%*
Livrets A et bleu	69,5	77,0	83,9	87,0	88,9	90,6	88,9	91,3	92,4	*4,0%*	*1,3%*
Livrets jeune	0,2	0,2	0,3	0,7	1,4	1,5	1,6	1,8	4,2	*211,2%*	*139,8%*
Livrets d'épargne populaire	9,3	10,3	11,0	13,5	15,1	15,1	14,8	15,2	15,1	*0,0%*	*-0,6%*
CODEVI	4,0	4,6	5,2	6,4	6,8	7,2	6,9	7,1	7,4	*9,3%*	*4,3%*
Comptes d'épargne logement	14,3	16,6	19,2	21,5	23,8	25,1	24,8	25,1	25,4	*6,5%*	*1,4%*
Placements indexés sur les taux de marché	24,4	34,9	39,0	41,9	38,7	42,6	42,0	49,5	47,2	*21,7%*	*-4,7%*
(dt) OPCVM monétaires	3,7	7,9	9,2	14,3	12,7	14,3	12,2	20,5	13,5	*6,5%*	*-34,1%*
(dt) Comptes créditeurs à terme	19,4	26,8	29,5	27,4	25,9	28,2	29,7	29,0	33,6	*29,6%*	*16,0%*
Epargne à long terme	128,1	130,5	130,7	151,9	169,2	171,9	175,7	177,4	175,6	3,8%	-1,0%
Plans d'épargne logement	63,7	68,4	74,5	84,0	88,6	89,3	89,0	91,0	88,6	*-0,1%*	*-2,6%*
Plans d'épargne populaire	12,0	11,9	11,5	10,9	10,3	10,0	9,6	9,7	9,7	*-6,3%*	*-0,4%*
Autres comptes d'épargne	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	*5,4%*	*-4,8%*
Portefeuille-titre	7,3	6,8	5,9	6,9	7,7	8,5	9,2	10,1	11,3	*46,9%*	*11,8%*
OPCVM non-monétaires	20,0	18,9	14,2	18,3	17,6	17,7	18,4	18,4	19,0	*8,0%*	*2,9%*
Contrats d'assurance-vie	24,9	24,3	24,3	31,5	44,7	46,2	49,4	47,8	46,8	*4,7%*	*-2,2%*
Autres agents	**10,4**	**10,3**	**14,1**	**17,4**	**17,0**	**19,1**	**30,8**	**24,3**	**26,8**	**57,5%**	**10,1%**
Dépôts à vue	4,9	6,9	8,7	12,1	13,5	16,1	26,1	18,9	20,3	50,4%	7,8%
Placements liquides ou à court terme	5,2	3,3	5,3	4,8	3,5	3,0	4,6	4,6	5,6	60,8%	21,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	*-1,7%*	*40,9%*
Placements indexés sur les taux de marché	4,8	3,1	5,0	4,4	2,9	2,5	4,1	4,2	5,0	*73,5%*	*19,4%*
Epargne à long terme	0,3	0,1	0,1	0,4	0,0	0,0	0,1	0,8	0,8	ns	ns
Total actifs financiers	**620,7**	**676,2**	**716,5**	**771,0**	**828,4**	**848,0**	**852,6**	**902,3**	**901,7**	**8,8%**	**-0,1%**
Dépôts à vue	283,9	320,8	347,4	352,4	391,9	400,1	396,3	434,7	431,6	10,1%	-0,7%
Placements liquides ou à court terme	204,3	221,6	235,3	255,5	255,2	266,4	270,3	280,5	285,3	11,8%	1,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	141,7	148,8	161,0	175,6	182,5	186,9	185,6	189,4	197,2	*8,0%*	*4,1%*
Placements indexés sur les taux de marché	62,6	72,7	74,3	80,0	72,7	79,4	84,7	91,1	88,1	*21,2%*	*-3,3%*
Epargne à long terme	132,5	133,8	133,8	163,1	181,3	181,6	186,0	187,1	184,8	1,9%	-1,2%

Ensemble des actifs financiers

en millions d'€

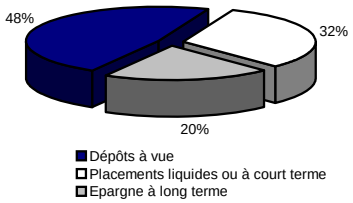


Variation en glissement annuel (en %)

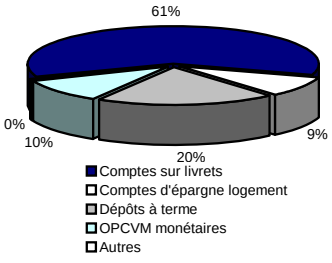


Structure des actifs financiers par nature

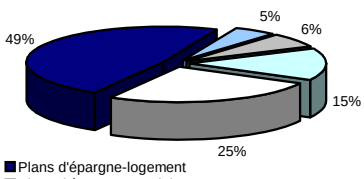
Actifs financiers



Placements liquides ou à court terme

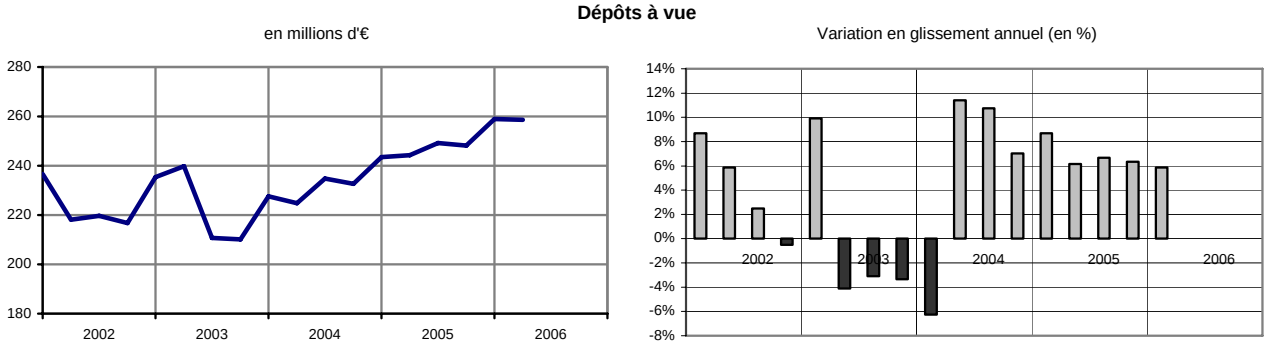


Epargne à long terme

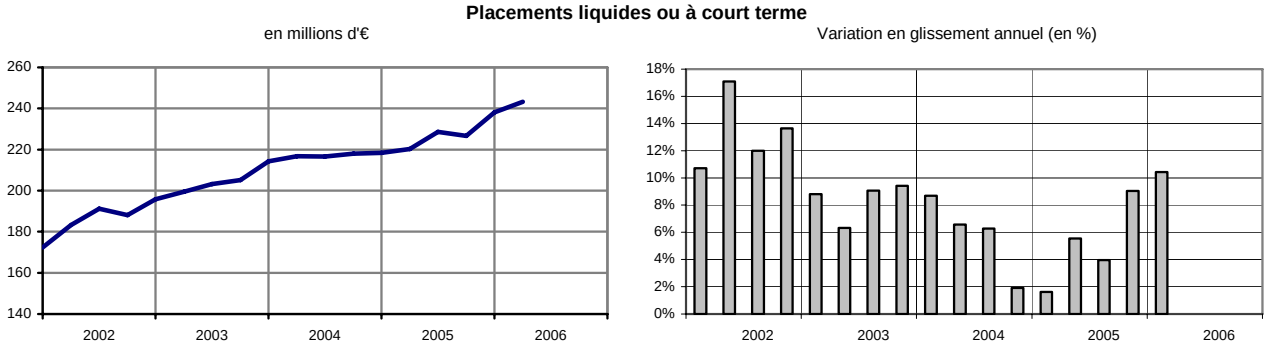


Les placements des ménages

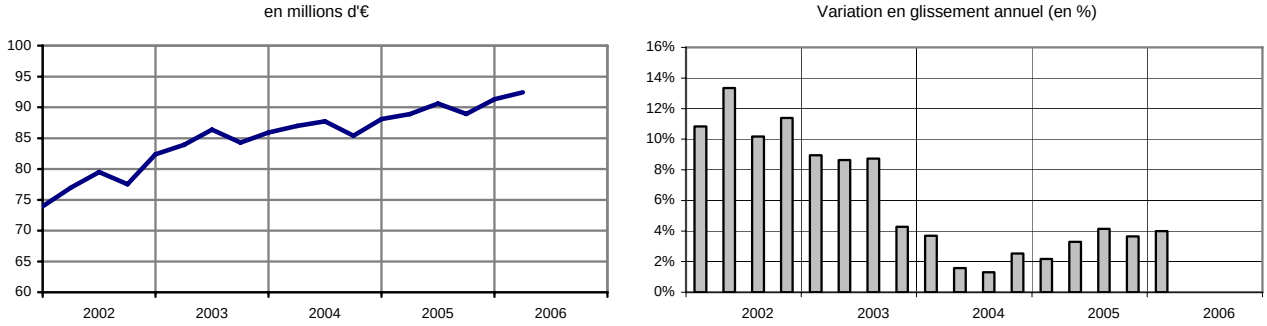
Dépôts à vue



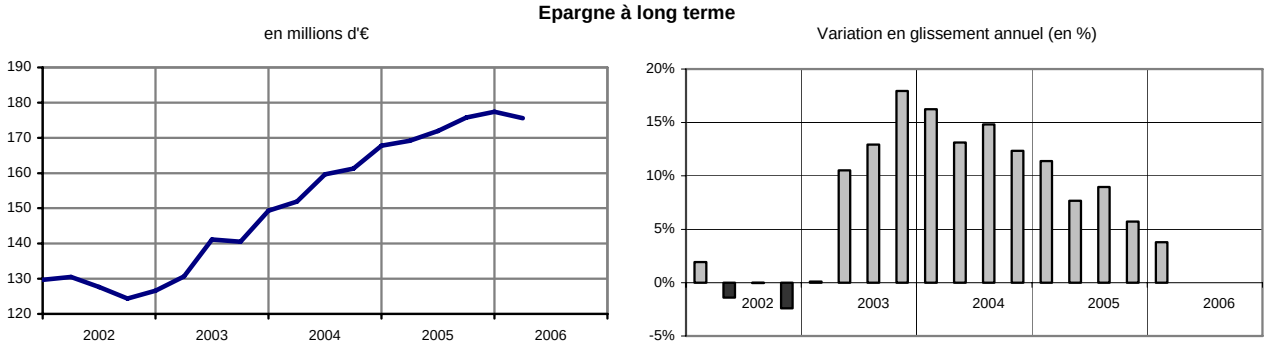
Placements liquides ou à court terme



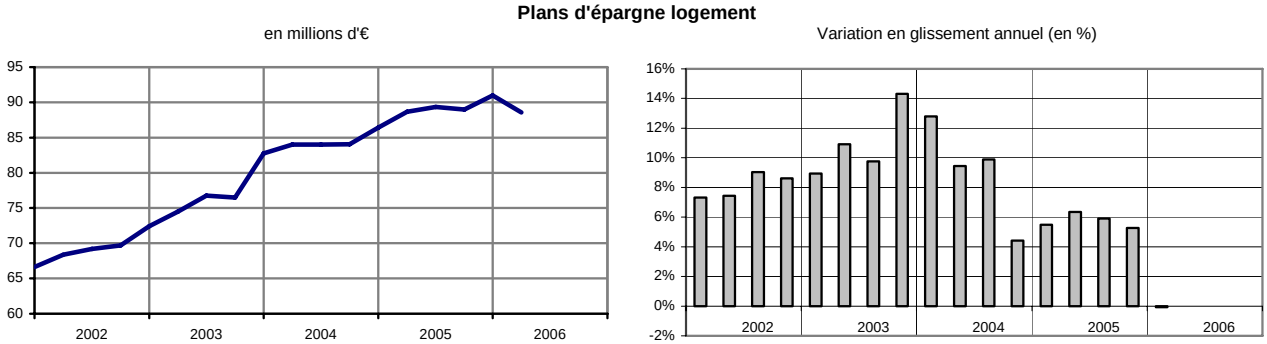
Livrets A et bleu



Epargne à long terme



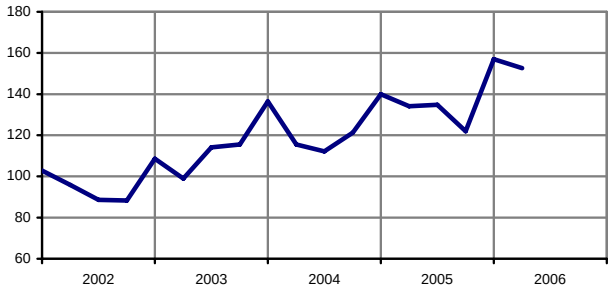
Plans d'épargne logement



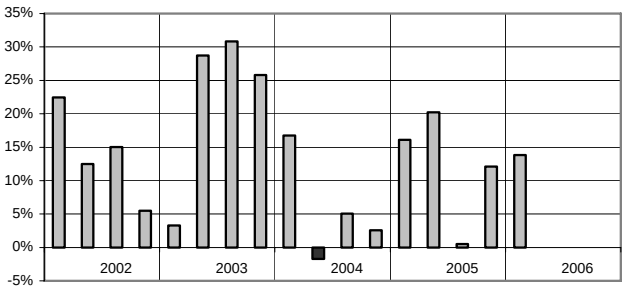
Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue

en millions d'€

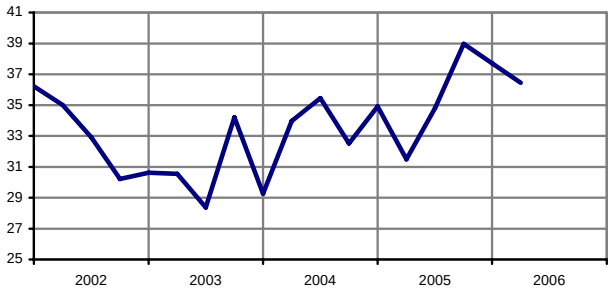


Variation en glissement annuel (en %)

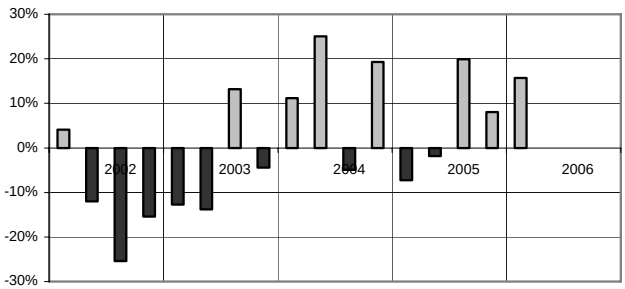


Placements liquides ou à court terme

en millions d'€

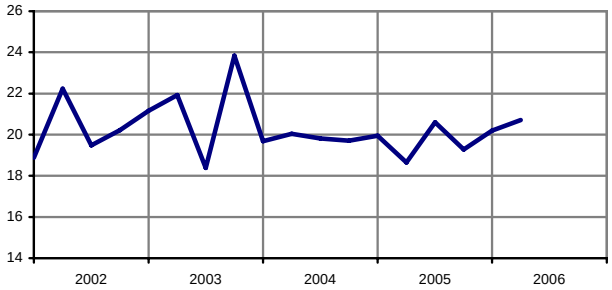


Variation en glissement annuel (en %)

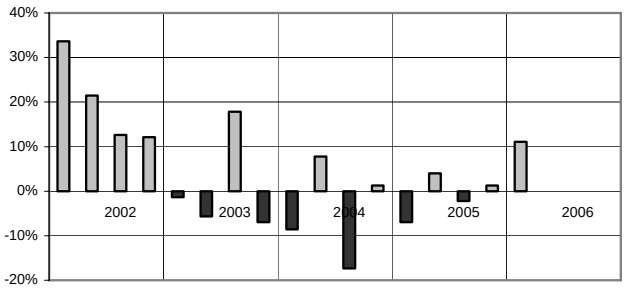


Dépôts à terme

en millions d'€

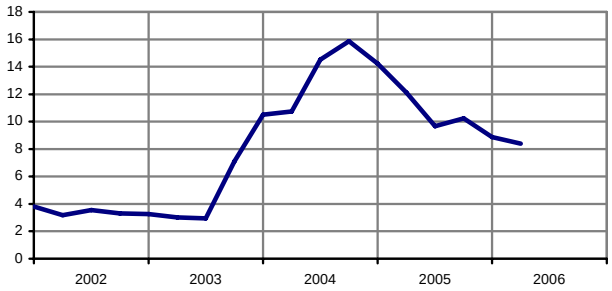


Variation en glissement annuel (en %)

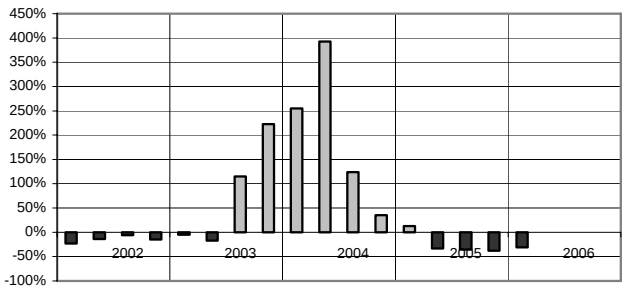


Epargne à long terme

en millions d'€



Variation en glissement annuel (en %)



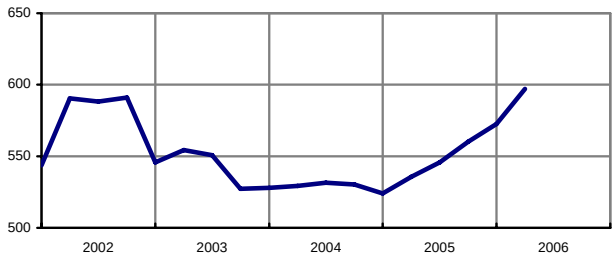
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

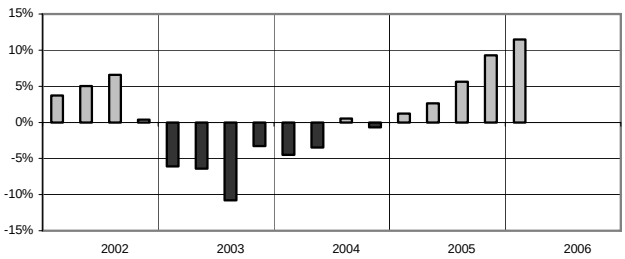
	Montants en millions d'€									Variations	
	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	34,8	38,9	44,3	39,8	45,0	49,3	49,9	49,2	56,6	26,0%	15,0%
Créances commerciales	5,7	5,7	5,7	5,3	4,8	5,8	7,5	7,1	6,2	*29,2%*	*-13,2%*
Crédits de trésorerie	13,5	17,2	18,5	16,4	15,7	16,8	17,3	20,0	20,5	*30,8%*	*2,7%*
Comptes ordinaires débiteurs	15,6	15,9	20,1	18,0	24,5	26,7	25,2	22,1	29,9	*22,3%*	*35,3%*
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	85,7	86,4	83,6	83,6	83,5	87,0	88,7	91,3	95,3	14,2%	4,4%
Crédits à l'équipement	85,7	85,5	80,0	77,1	75,5	79,4	77,8	80,1	83,6	*10,7%*	*4,4%*
Crédit-bail	0,0	0,9	3,6	6,5	7,9	7,6	10,9	11,3	11,7	*47,6%*	*3,9%*
Crédits à l'habitat	12,9	11,5	11,9	18,5	21,5	25,3	27,8	30,1	31,7	47,4%	5,4%
Autres crédits	14,1	15,4	14,9	12,3	13,5	14,4	16,9	18,4	18,8	38,9%	2,0%
Encours sain	**147,5**	**152,1**	**154,7**	**154,1**	**163,4**	**175,9**	**183,3**	**189,1**	**202,5**	**23,9%**	**7,1%**
Créances douteuses brutes	192,6	203,9	154,8	129,0	110,0	103,0	102,4	89,9	83,9	-23,7%	-6,7%
Encours total	**340,1**	**356,0**	**309,5**	**283,2**	**273,4**	**279,0**	**285,7**	**279,0**	**286,3**	**4,7%**	**2,6%**
Taux de créances douteuses	56,6%	64,0%	53,1%	47,5%	41,8%	37,9%	37,0%	33,5%	30,6%	*-11,2*	*-2,9*
Ménages											
Crédits à la consommation	64,2	62,5	64,7	71,2	78,6	81,4	83,9	85,9	88,1	12,1%	2,5%
Crédits de trésorerie	57,8	56,4	58,2	65,8	71,8	74,6	76,2	78,9	79,6	*10,9%*	*0,9%*
Comptes ordinaires débiteurs	6,4	6,0	5,9	4,6	5,7	5,6	6,3	5,7	7,0	*23,0%*	*23,1%*
Crédit-bail	0,0	0,1	0,6	0,8	1,2	1,3	1,3	1,4	1,6	*30,6%*	*10,0%*
Crédits à l'habitat	126,7	129,4	135,9	148,6	155,0	162,0	169,2	174,6	178,2	15,0%	2,1%
Autres crédits	0,1	1,4	1,2	2,0	1,8	1,7	1,7	1,6	2,0	10,1%	28,5%
Encours sain	**191,0**	**193,4**	**201,8**	**221,8**	**235,5**	**245,1**	**254,8**	**262,1**	**268,4**	**14,0%**	**2,4%**
Créances douteuses brutes	23,7	30,1	21,3	17,2	15,0	15,2	14,9	18,1	21,1	40,3%	16,7%
Encours total	**214,8**	**223,4**	**223,1**	**239,0**	**250,5**	**260,2**	**269,7**	**280,2**	**289,5**	**15,6%**	**3,3%**
Taux de créances douteuses	11,0%	13,5%	9,5%	7,2%	6,0%	5,8%	5,5%	6,5%	7,3%	*1,3*	*0,8*
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,5	0,6	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	-70,4%	150,0%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	*-67,3%*	*0,0%*
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,5	0,4	0,5	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	*-71,5%*	*514,3%*
Crédits à l'équipement	5,2	3,9	3,8	2,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	-33,5%	-15,2%
Autres crédits	0,5	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-13,5%	-28,7%
Encours sain	**5,8**	**4,7**	**4,4**	**3,2**	**0,8**	**0,6**	**0,5**	**0,5**	**0,4**	**-41,1%**	**-10,1%**
Créances douteuses brutes	0,4	0,4	9,9	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	21,1%	10,4%
Encours total	**6,2**	**5,1**	**14,3**	**3,5**	**1,1**	**1,0**	**0,9**	**0,9**	**0,9**	**-21,3%**	**-1,2%**
Taux de créances douteuses	5,7%	8,5%	69,2%	8,6%	31,8%	39,3%	43,8%	43,8%	48,9%	*17,1*	*5,1*
Autres agents											
Encours sain	**8,0**	**5,7**	**7,5**	**3,7**	**10,6**	**5,5**	**3,8**	**12,6**	**20,4**	**92,1%**	**62,7%**
Créances douteuses brutes	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	**8,1**	**5,7**	**7,5**	**3,7**	**10,6**	**5,5**	**3,8**	**12,6**	**20,4**	**92,1%**	**62,7%**
Taux de créances douteuses	1,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
TOTAL											
Encours sain	**352,4**	**355,9**	**368,4**	**382,8**	**410,3**	**427,1**	**442,3**	**464,3**	**491,7**	**19,8%**	**5,9%**
Créances douteuses brutes	216,8	234,4	185,9	146,6	125,4	118,6	117,8	108,4	105,4	-15,9%	-2,8%
Encours total	**569,1**	**590,3**	**554,3**	**529,4**	**535,7**	**545,6**	**560,1**	**572,7**	**597,1**	**11,5%**	**4,3%**
Taux de créances douteuses	38,1%	39,7%	33,5%	27,7%	23,4%	21,7%	21,0%	18,9%	17,7%	*-5,8*	*-1,3*
Taux de provisionnement	82,8%	86,1%	80,5%	79,9%	82,6%	84,0%	84,3%	84,1%	85,6%	*3,0*	*1,5*

Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

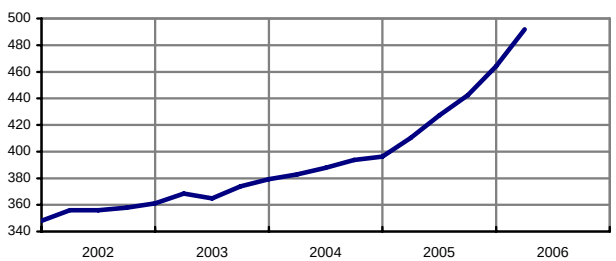


Variation en glissement annuel (en %)

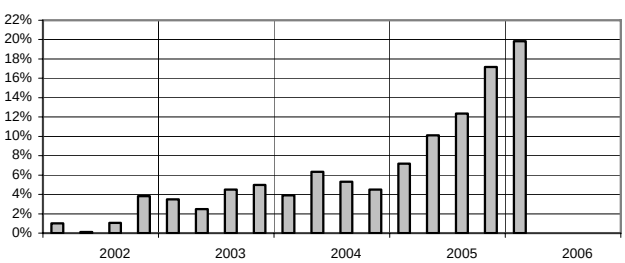


Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€



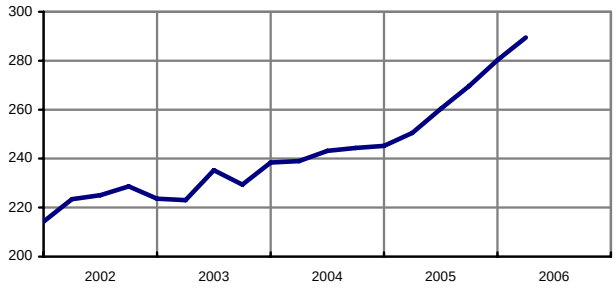
Variation en glissement annuel (en %)



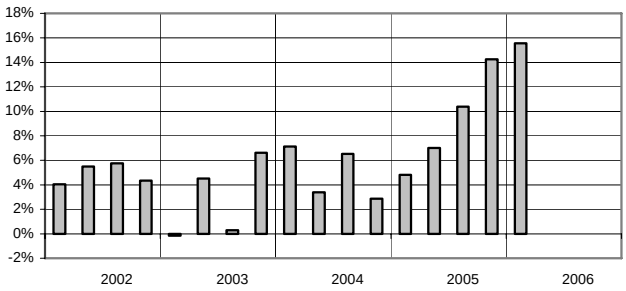
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'€

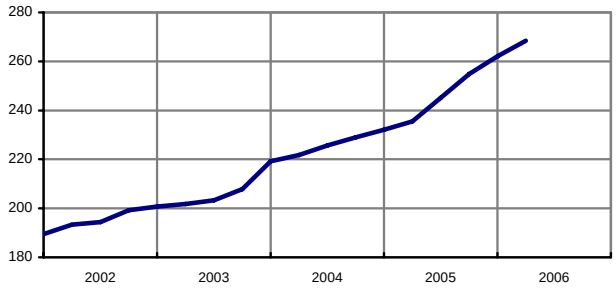


Variation en glissement annuel (en %)

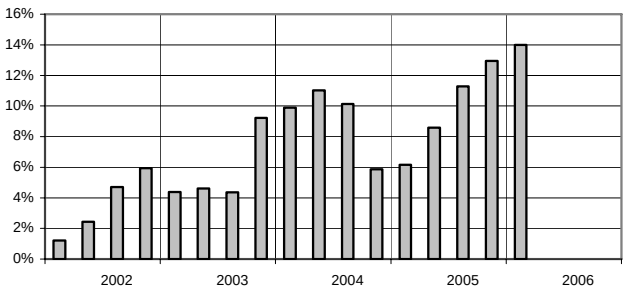


Ensemble des concours sains

en millions d'€

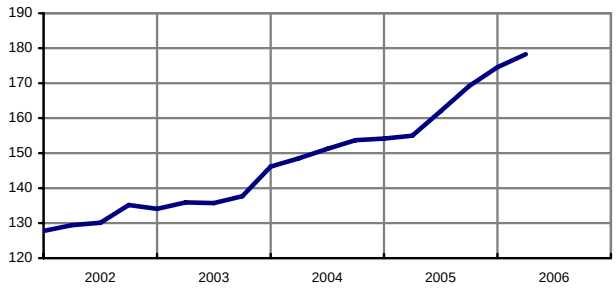


Variation en glissement annuel (en %)

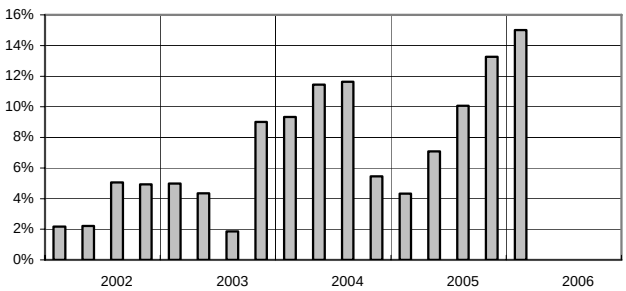


Crédits à l'habitat

en millions d'€

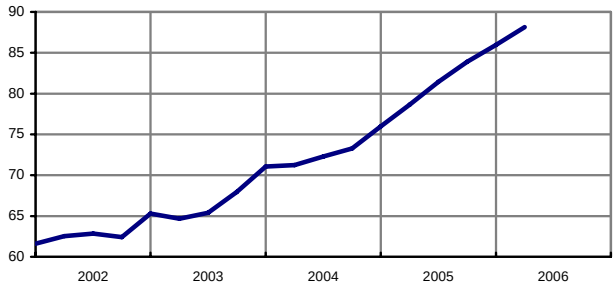


Variation en glissement annuel (en %)

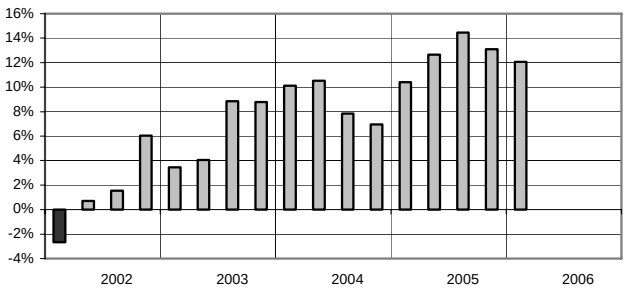


Crédits à la consommation

en millions d'€

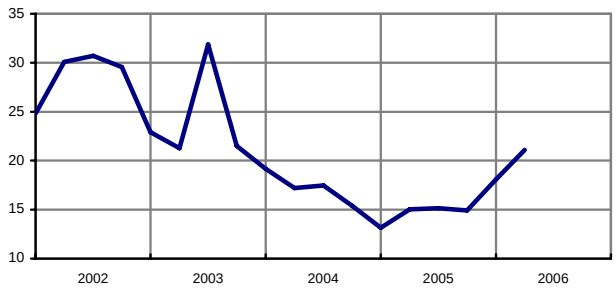


Variation en glissement annuel (en %)



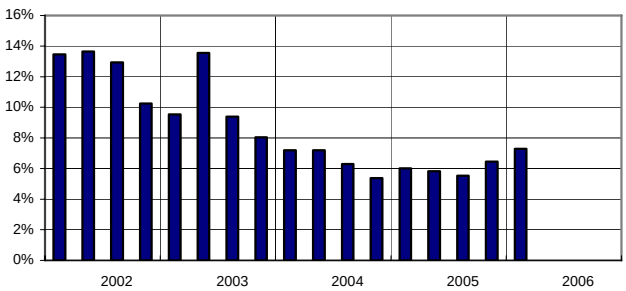
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

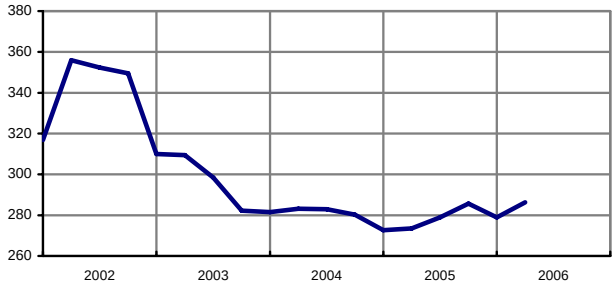
en %



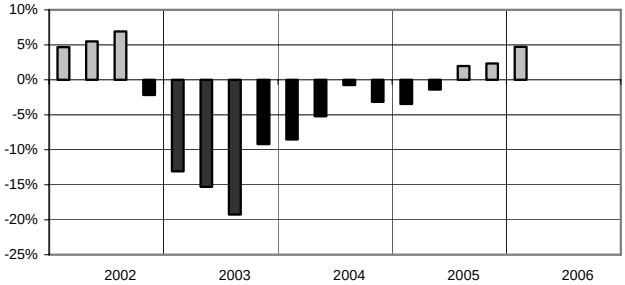
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'€

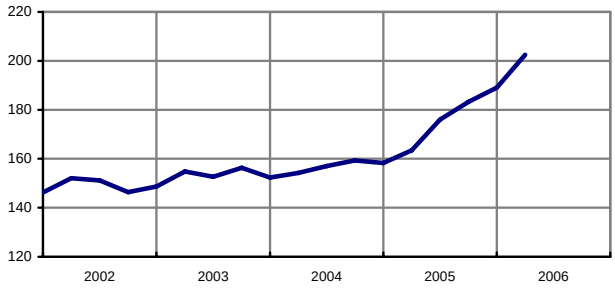


Variation en glissement annuel (en %)

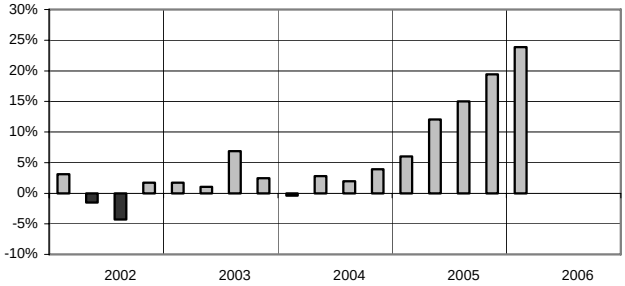


Ensemble des concours sains

en millions d'€

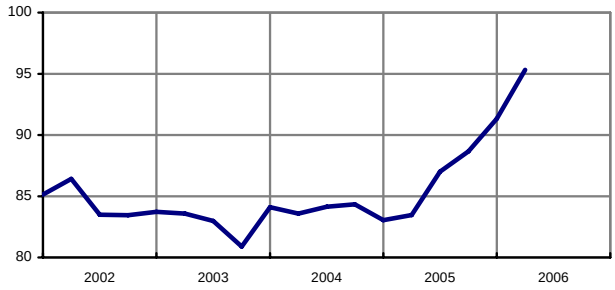


Variation en glissement annuel (en %)

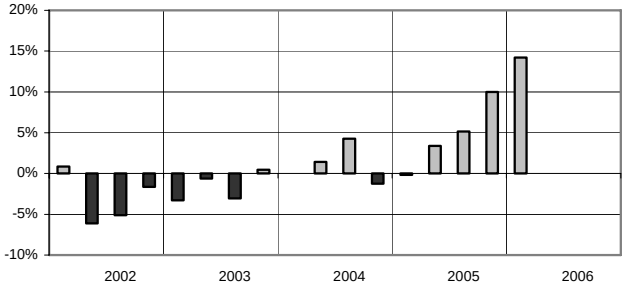


Crédits d'investissement

en millions d'€

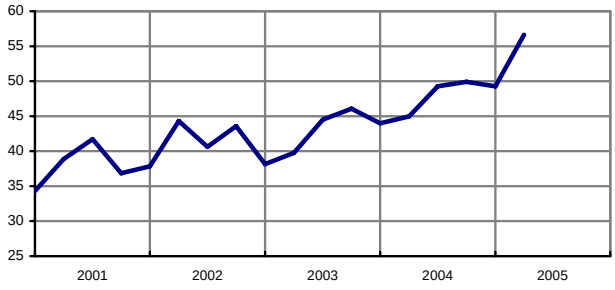


Variation en glissement annuel (en %)

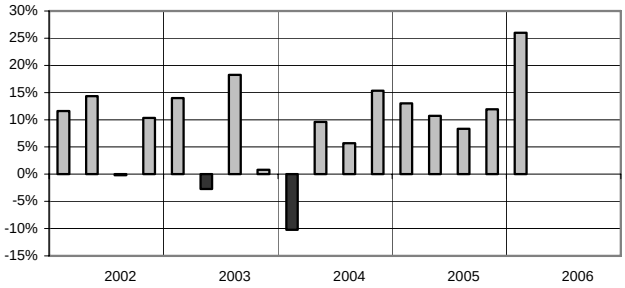


Crédits d'exploitation

en millions d'€

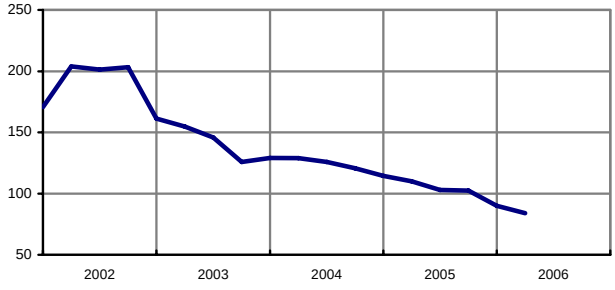


Variation en glissement annuel (en %)



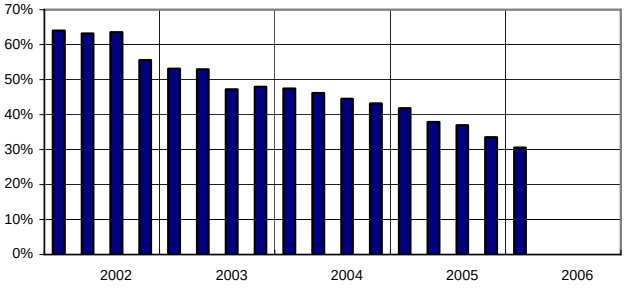
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

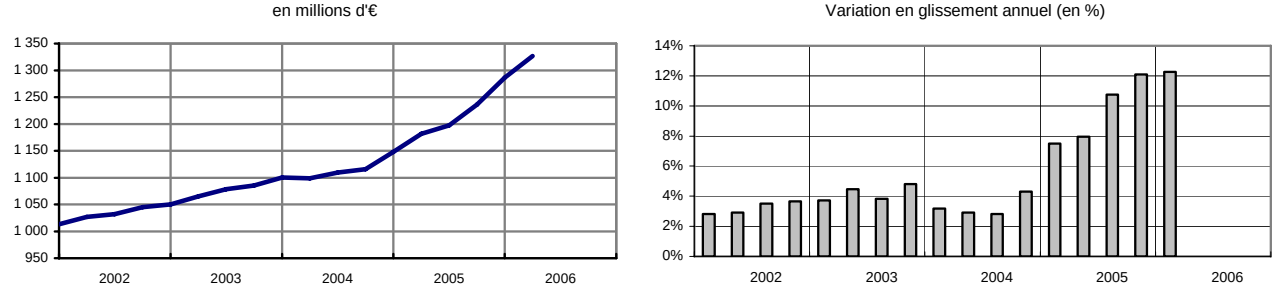
en %



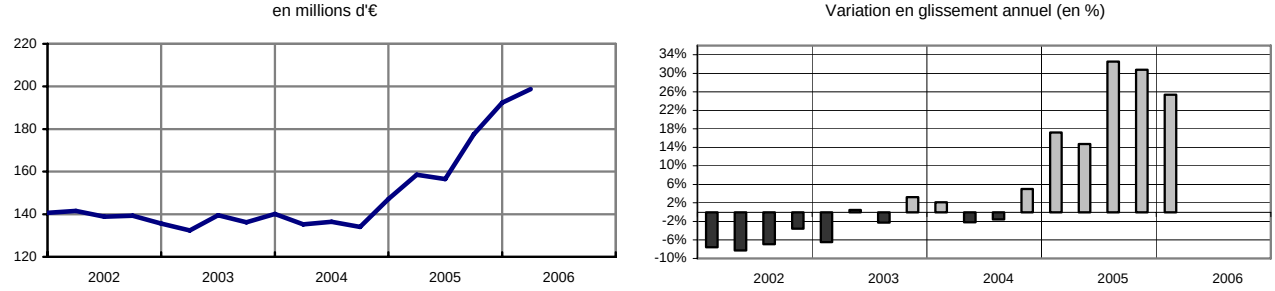
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€									Variations	
	mars-01	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	34,8	39,3	41,7	39,8	45,0	49,3	50,4	49,5	57,2	27,0%	15,4%
Créances commerciales	5,7	5,7	7,2	5,3	4,8	5,8	7,5	7,1	6,2	*29,2%*	*-13,2%*
Crédits de trésorerie	13,6	17,6	16,7	16,4	15,8	16,8	17,8	20,3	21,1	*33,6%*	*3,9%*
Comptes ordinaires débiteurs	15,6	15,9	17,9	18,0	24,5	26,7	25,2	22,1	29,9	*22,3%*	*35,3%*
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	89,3	92,3	91,2	87,1	84,0	87,5	89,2	91,9	95,8	14,2%	4,3%
Crédits à l'équipement	89,3	91,4	89,9	80,6	76,0	79,9	78,3	80,6	84,2	*10,7%*	*4,4%*
Crédit-bail	0,0	0,9	1,4	6,5	7,9	7,6	10,9	11,3	11,7	*47,6%*	*3,9%*
Crédits à l'habitat	385,9	413,9	420,6	470,6	489,1	496,2	499,3	512,0	520,3	6,4%	1,6%
Autres crédits	18,3	19,1	17,9	14,8	15,7	16,3	18,8	20,1	20,5	30,9%	1,9%
Encours sain	**528,2**	**564,5**	**571,4**	**612,3**	**633,7**	**649,3**	**657,7**	**673,5**	**693,8**	**9,5%**	**3,0%**
Créances douteuses brutes	199,8	177,3	177,5	137,5	122,5	112,4	115,3	99,7	93,8	-23,5%	-6,0%
Encours total	**728,1**	**741,8**	**748,9**	**749,8**	**756,2**	**761,7**	**773,0**	**773,2**	**787,5**	**4,1%**	**1,8%**
Taux de créances douteuses	27,4%	24,8%	24,5%	18,3%	16,2%	14,8%	14,9%	12,9%	11,9%	*-4,3*	*-1,0*
Ménages											
Crédits à la consommation	74,4	73,9	74,2	82,6	90,1	93,4	95,7	98,1	100,6	11,7%	2,5%
Crédits de trésorerie	68,0	67,7	67,3	77,2	83,2	86,6	88,0	91,0	92,1	*10,7%*	*1,1%*
Comptes ordinaires débiteurs	6,4	6,0	6,8	4,6	5,7	5,6	6,3	5,7	7,0	*23,0%*	*23,1%*
Crédit-bail	0,0	0,1	0,2	0,8	1,2	1,3	1,3	1,4	1,6	*30,6%*	*10,0%*
Crédits à l'habitat	188,1	192,6	192,6	208,3	205,2	212,6	221,3	228,5	232,6	13,3%	1,8%
Autres crédits	0,1	2,0	1,9	2,3	2,2	1,9	2,0	1,8	2,9	30,6%	63,2%
Encours sain	**262,6**	**268,6**	**268,8**	**293,2**	**297,6**	**308,0**	**319,0**	**328,4**	**336,2**	**13,0%**	**2,4%**
Créances douteuses brutes	34,1	65,4	62,8	26,5	22,4	22,2	21,9	24,2	26,9	19,9%	11,0%
Encours total	**296,7**	**334,0**	**331,6**	**319,7**	**320,0**	**330,2**	**340,9**	**352,6**	**363,0**	**13,5%**	**3,0%**
Taux de créances douteuses	11,5%	19,6%	18,9%	8,3%	7,0%	6,7%	6,4%	6,9%	7,4%	*0,4*	*0,5*
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,5	0,6	0,6	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	-70,4%	150,0%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	*-67,3%*	*0,0%*
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,5	0,6	0,5	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	*-71,5%*	*514,3%*
Crédits à l'équipement	153,1	141,5	138,9	135,2	158,5	156,6	177,6	192,4	198,8	25,4%	3,3%
Autres crédits	28,0	27,2	27,4	25,1	27,9	26,9	27,5	27,6	27,5	-1,6%	-0,4%
Encours sain	**181,2**	**169,2**	**167,0**	**161,0**	**186,6**	**183,6**	**205,1**	**220,0**	**226,3**	**21,2%**	**2,9%**
Créances douteuses brutes	3,2	11,7	11,4	0,9	0,4	0,9	0,9	0,9	0,9	159,9%	3,9%
Encours total	**184,4**	**180,9**	**178,4**	**161,9**	**187,0**	**184,5**	**206,1**	**220,9**	**227,2**	**21,5%**	**2,9%**
Taux de créances douteuses	1,7%	6,5%	6,4%	0,6%	0,2%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%	*0,2*	*0,0*
Autres agents											
Encours sain	**26,6**	**24,5**	**24,8**	**32,4**	**63,5**	**56,9**	**54,2**	**64,6**	**70,1**	**10,4%**	**8,6%**
Créances douteuses brutes	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	**26,7**	**24,5**	**24,8**	**32,4**	**63,5**	**56,9**	**54,2**	**64,6**	**70,1**	**10,4%**	**8,6%**
Taux de créances douteuses	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	*0,0*	*0,0*
TOTAL											
Encours sain	**998,6**	**1 026,8**	**1 032,0**	**1 098,9**	**1 181,4**	**1 197,8**	**1 236,0**	**1 286,4**	**1 326,3**	**12,3%**	**3,1%**
Créances douteuses brutes	237,2	254,4	251,8	164,9	145,3	135,5	138,2	124,9	121,6	-16,3%	-2,6%
Encours total	**1 235,8**	**1 281,2**	**1 283,8**	**1 263,8**	**1 326,7**	**1 333,3**	**1 374,2**	**1 411,3**	**1 447,9**	**9,1%**	**2,6%**
Taux de créances douteuses	19,2%	19,9%	19,6%	13,0%	11,0%	10,2%	10,1%	8,8%	8,4%	*-2,6*	*-0,5*
Taux de provisionnement	75,7%	79,4%	78,8%	71,0%	71,3%	73,5%	71,9%	73,0%	74,2%	*3,0*	*1,2*

Encours de crédit sain total



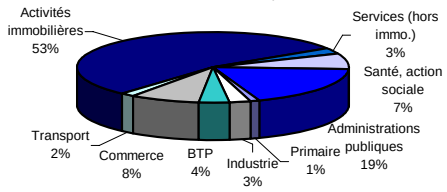
Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales



5. Risques sectoriels

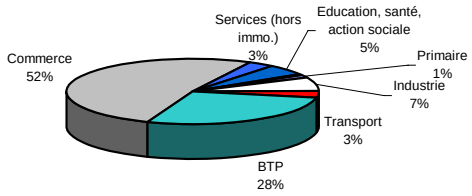
Répartition des risques par secteur au 31/03/2006

Source : SCR de la Banque de France



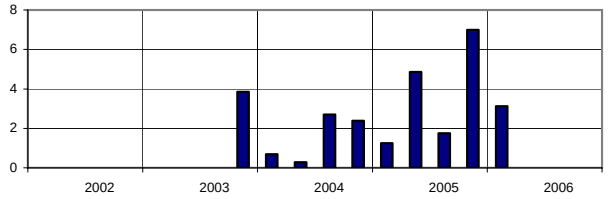
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 1er trimestre 2006

Source : FIBEN

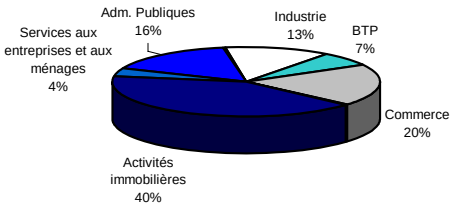


Evolution des nouveaux encours douteux trimestriels

en millions d'€

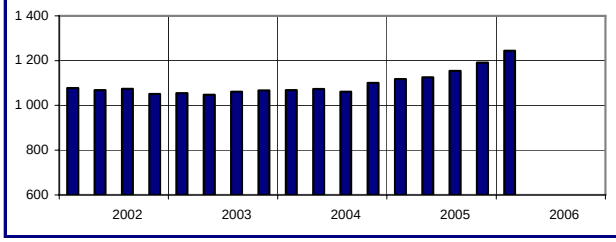


Nouveaux encours douteux au 1er trimestre 2006

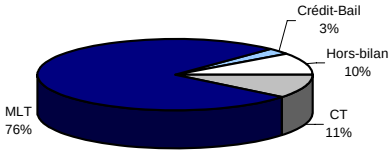


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France (1)

en millions d'€

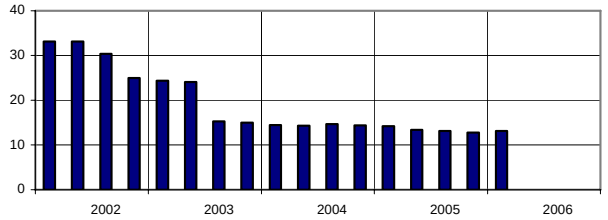


Structure en %

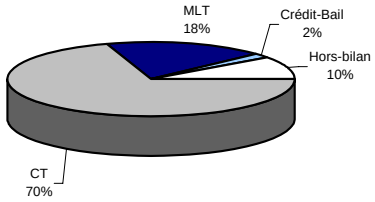


Secteur primaire

en millions d'€

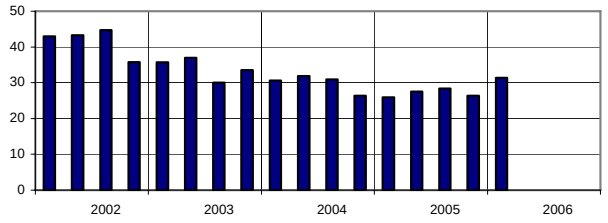


Structure en %

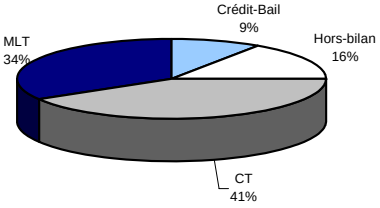


Industrie

en millions d'€

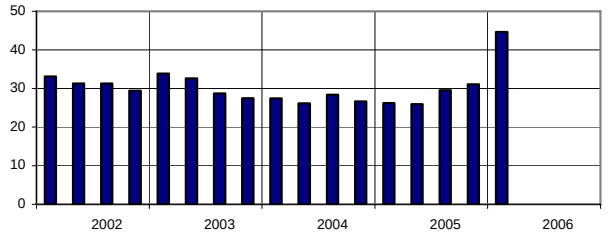


Structure en %

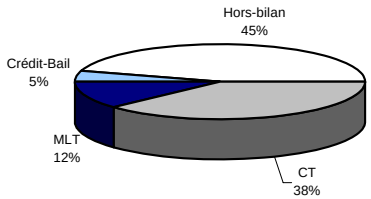


Construction

en millions d'€



Structure en %

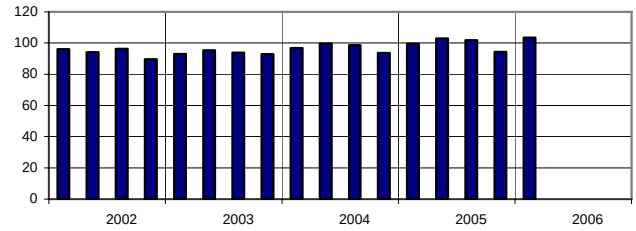


1

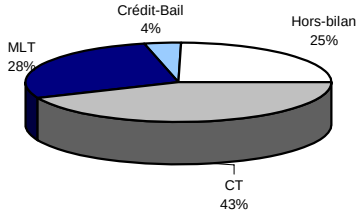
[1] Le seuil de déclaration est passé de 45 K€ à 25 K€ à compter de février 2006.

Commerce

en millions d'€

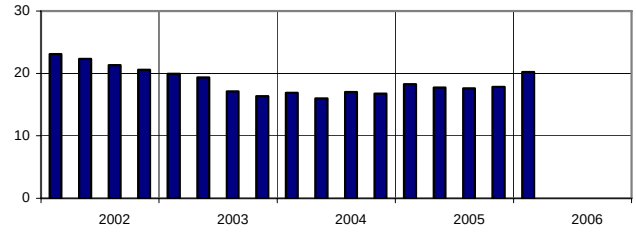


Structure en %

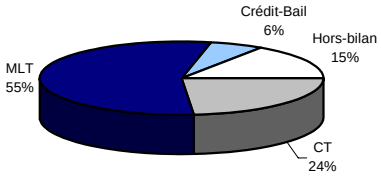


Transport

en millions d'€

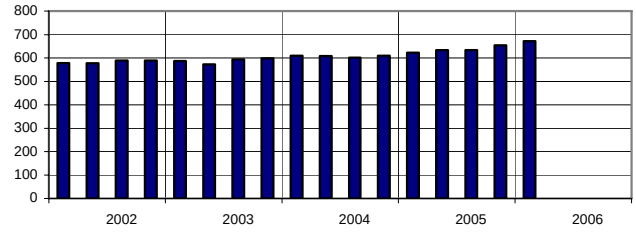


Structure en %

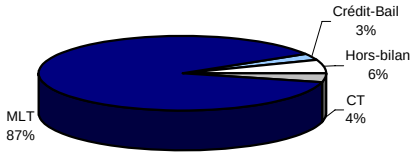


Activités immobilières

en millions d'€

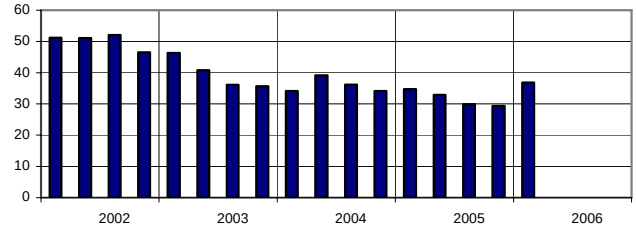


Structure en %

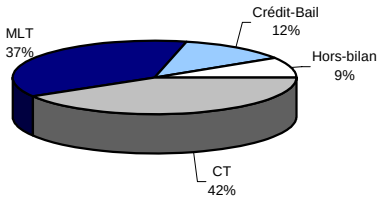


Services (hors immobilier)

en millions d'€

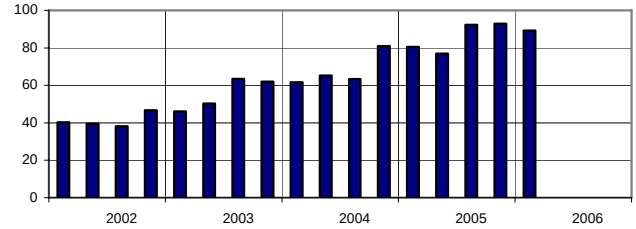


Structure en %

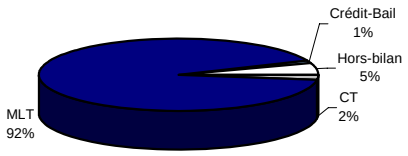


Santé, action sociale

en millions d'€

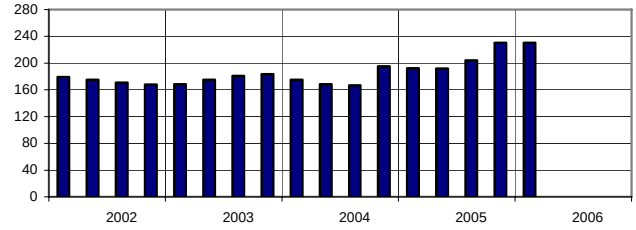


Structure en %

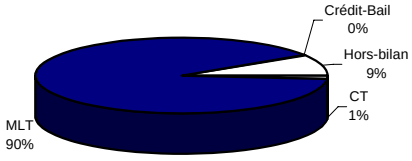


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



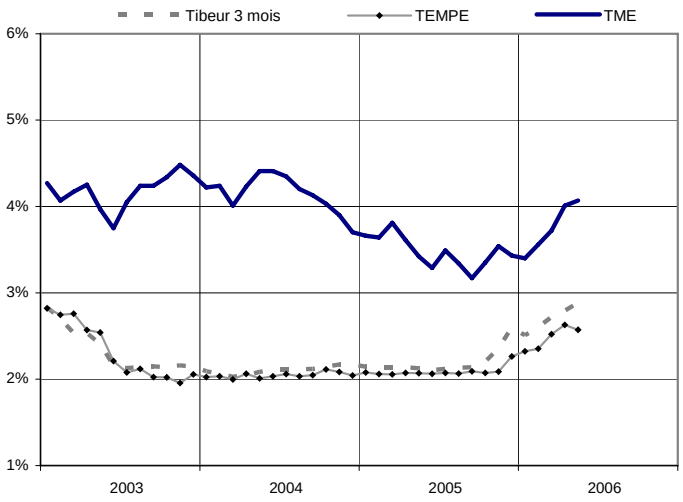
6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (08/03/06)	2,50%
Taux de la facilité de dépôt (08/03/06)	1,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (08/03/06)	3,50%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er février 06)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,25%	2,25%	3,25%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,50%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%	
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)	2,11%	

6.2 Principaux taux de marché

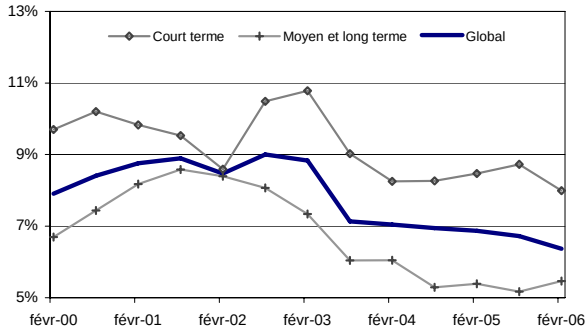


6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Août 2004	Fév. 2005	Août 2005	Fév. 2006	Variation en pts 6 mois	1 an
Crédit à CT	8,26%	8,47%	8,73%	7,99%	-0,74	-0,48
Crédits à MT et LT	5,29%	5,39%	5,17%	5,46%	0,29	0,07
ENSEMBLE	**6,94%**	**6,87%**	**6,72%**	**6,37%**	**-0,35**	**-0,5**

Source : IEDOM Guyane



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.
L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafonds de l'usure applicables sur la période					
		4T2004	1T2005	2T2005	3T2005	4T2005	1T2006
PARTICULIERS	Prêts immobiliers						
	- Prêts à taux fixe	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%
	- Prêts à taux variable	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%
	- Prêts relais	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%
	Autres prêts						
	- Prêts <=1524 € (*)	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%
	- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%		
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%		
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%		
	-Découvert en compte (**)	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%		

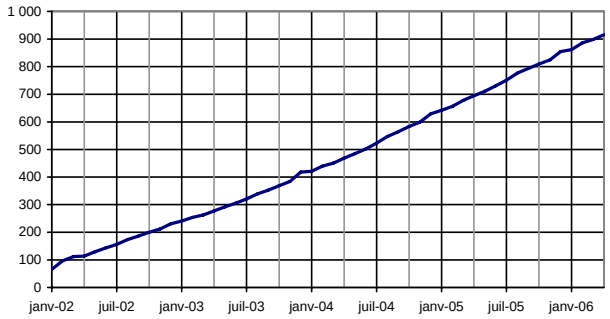
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

7. Monnaie fiduciaire

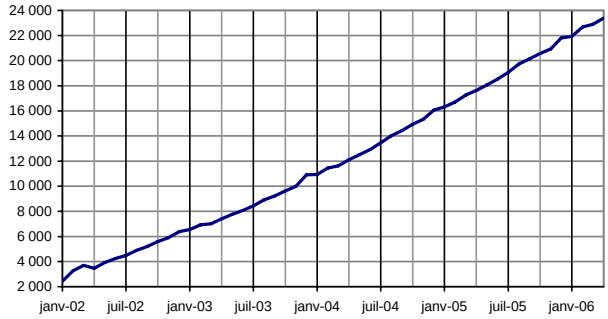
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets

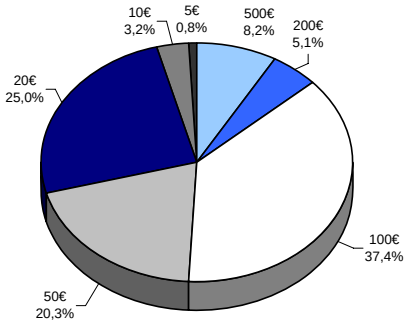
en millions d'€



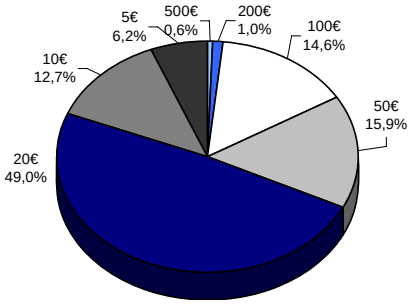
en milliers d'unités



Répartition en valeur



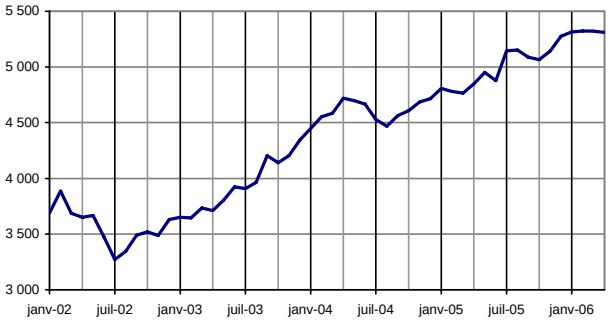
Répartition en volume



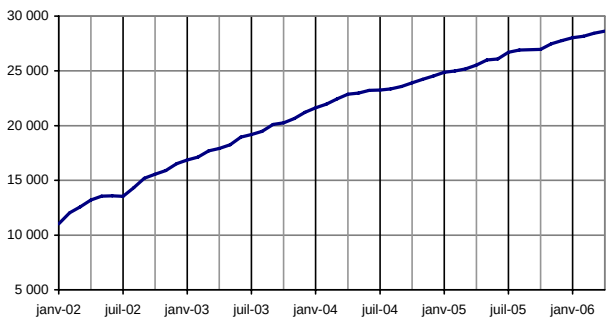
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces

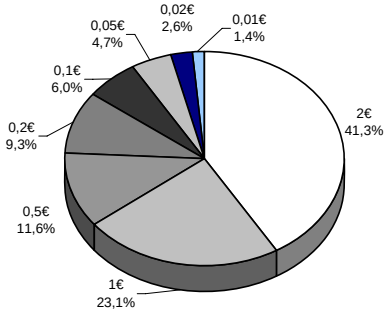
en milliers d'€



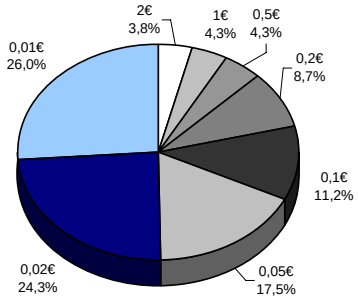
en milliers d'unités



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane MARTIN

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY
Responsable de la rédaction : M. REMBLIN
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer le 20 Juin 2006
Dépôt légal : 20 Juin 2006- n° ISSN : 0296-3116